

**Battons-nous pour retrouver
toutes les libertés qu'ils
nous ont volées !**

DÉSŒBÉISSANCE CIVILE...



C'est toujours quand on est malade qu'on constate la chance qu'on a d'être en bonne santé. Depuis une année, nos compatriotes découvrent que des libertés qu'ils pensaient fondamentales, acquises, incontestables, peuvent être remises en cause du jour au lendemain par un pouvoir dictatorial, sachant instrumentaliser un virus pour imposer des décisions liberticides.

Bien sûr que nous avons plus que marre de ce couvre-feu imbécile et criminel, qui nous interdit d'aller voir nos amis,

à partir de 18 heures. Peu importe même que Véran ait pu dire que cela n'avait pas produit de résultats satisfaisants (autrement dit que cela ne servait à rien), nous ne voulons plus vivre dans un monde où on ne peut plus disposer de son temps libre comme bon nous semble.

Autopsie d'un confinement aveugle

Le 17 mars 2020, plus de 65 millions de Français entraient en période de confinement pour huit semaines. Hôpitaux impréparés, écoles fermées, isolement des personnes les plus fragiles, économie à l'arrêt, déclarations contradictoires et surabondance d'informations... Face à cette mesure jugée abusive, contraignante et liberticide, faisant fi des préconisations et rapports scientifiques, Nicole et Gérard Delépine ont multiplié tribunes et articles pour alerter des conséquences désastreuses – médicales, sociales, psychologiques, économiques – d'un confinement généralisé.

Le confinement fut-il une mesure sanitaire ou politique? Pourquoi le Pr Raoult a-t-il été voué aux gémonies? Pourquoi a-t-on fermé les écoles, alors qu'il fut prouvé que les enfants n'étaient pas contagieux? Comment expliquer les déclarations contradictoires sur le port du masque? Pourquoi l'argent ne suffit-il pas à régler les problèmes de l'hôpital? Que s'est-il réellement passé dans les EHPAD?

Ridés au serment d'Hippocrate, Nicole et Gérard Delépine ont tenu leur rôle de médecins dans un climat mortifère où la population fut enfermée. Le présent document rassemble leurs contributions parues entre le 17 mars et le 16 juin 2020 et retrace l'évolution de leurs réflexions en fonction des informations, vraies comme fausses, qui ont circulé pendant cette période.

Nicole Delépine, pédiatre, oncologue, et Gérard Delépine, chirurgien, oncologue et mathématicien, se basent depuis plus de 40 ans pour améliorer la prise en charge des maladies aigües du cancer et déformer la population sur l'état actuel de la science en se basant sur les faits avérés, les registres nationaux des cancers et publications internationales.

ISBN : 979-30-302-0054-7



9 791030 203547
3020-DK

28 €

Nicole Delépine
et Gérard Delépine

Autopsie d'un confinement aveugle



De même, le confinement, dont les docteurs Gérard et Nicole Delépine ont expliqué qu'il tuait plus de monde qu'il n'en guérissait, est une violation grave de notre liberté de pouvoir sortir de chez nous, quand nous le voulons. Nous n'avons pas à justifier à un policier ou un gendarme si nous sommes dehors pour acheter une demi-baguette, ou simplement parce que nous avons envie de prendre l'air, de profiter d'un paysage, d'un bord de mer, d'un chemin de montage ou de campagne. Et nous avons encore moins à montrer un papier, comme aux heures les plus sombres de notre Histoire.

Bien évidemment, la muselière, qui nous empêche d'abord de respirer normalement, et nous prive du sourire de notre interlocuteur, de son expression de visage, qui sur les lieux

de travail ou à l'école, transforme les Français en véritables zombies, doit disparaître de notre horizon, et qu'on vive à nouveau dans un monde normal et souriant.

Retour à la liberté de consommer également, d'aller au restaurant, dans les stades, dans les gymnases, dans les bars, dans les salles de sport, au cinéma, au théâtre, dans les boîtes de nuit, dans les lieux libertins pour ceux qui aiment ce genre de pratiques. Retour urgent au mode de vie à la française, sans risquer une lourde amende, et vivre dans la crainte permanente de se faire verbaliser pour « mise en danger de la vie d'autrui ».

Retour à la liberté de se soigner librement, avec les médicaments qui nous semblent bons, de vacciner ceux qui souhaitent le faire, comme pour la grippe, sans mettre la pression et brandir des menaces contre ceux qui refusent le vaccin Pfizer ou autre. Pour retrouver cette liberté médicale, il faudra détruire toutes les structures bureaucratiques parasitaires, qui transforment notre médecine en une lourde machine de type soviétique, avec des parasites qui empêchent les médecins de soigner librement, et les patients de recourir à qui ils veulent.

Mais ces libertés, qu'on nous a volées depuis un an, ne font que compléter nombre de libertés qui nous sont confisquées depuis des années, petit à petit, telle la théorie de la grenouille qui cuit à feu doux dans une casserole.

Que dire de la liberté d'expression qu'on nous a volée, à cause de lois liberticides, depuis 1972, avec la complicité d'associations qui font leur beurre en muselant la parole libre de nos compatriotes. La liberté d'expression doit être totale, on a le droit de critiquer tous les dogmes, on a le droit de ne pas aimer les Bretons, les Auvergnats, les Arabes, les Allemands, les Juifs, les Américains, les Russes, les Noirs, les Jaunes, les Blancs, les Gros, les Maigres, les Rouquins, les hommes, les femmes, les homos, les lesbiennes,

les trans, et tout ce qui est différent, ce qu'on n'a pas le droit, c'est d'appeler à la violence contre ceux qu'on n'aime pas.

On a le droit de rire de tout, et avec n'importe qui. On a le droit de ne pas partager la vision historique de certains événements, ce n'est pas aux juges de décider ce qu'on le droit de dire, ou de ne pas dire.

On a le droit de rouler à la vitesse que l'on veut sur l'autoroute, sinon, à quoi bon nous vendre des voitures qui roulent à 250 à l'heure, de payer des taxes exorbitantes à cause de leur puissance, si c'est pour ne rouler qu'à 130 sur l'autoroute, avant que les écolos tarés ne ramènent la vitesse à 110 ! On a le droit de retrouver le plaisir de conduire, donc de se déplacer librement, sans subir la pression permanente des radars, qu'il faudra virer les uns après les autres.

On a le droit, comme c'était le cas auparavant, de boire un bon coup avant de prendre la route. Ce qui est criminel, c'est de mettre en danger la vie d'autrui par une conduite menaçante et agressive, pas de ramener sa voiture chez soi, en roulant à 50 kilomètres à l'heure, prudemment.

On a le droit, si on est employeur, d'embaucher qui on veut, et de ne pas embaucher qui on ne veut pas, sans avoir à justifier ce choix. On a le droit, si on vend sa maison ou son appartement, de discriminer un certain type de population, en raison de son âge, de sa situation familiale, ou de ses origines. Bref, on a le droit de choisir, sans avoir de compte à rendre.

On a le droit à la sécurité, et pour cela, de savoir que dans la rue, on est protégé par une police efficace, armée, qui n'hésitera pas à tirer sur des individus menaçants, sans avoir à se justifier.

On a le droit de refuser de laisser notre pays se faire

submerger par des envahisseurs issus de civilisations incompatibles avec la nôtre. On a le droit de réclamer que ceux qui n'ont rien à faire en France soient expulsés, sans se retrouver au tribunal. On a le droit de réclamer la préférence nationale, et de refuser une fausse égalité, réclamée au nom de principes républicains dévoyés.

On a le droit de refuser la visibilité de l'islam, justement parce que l'islam n'a rien à voir avec notre culture, notre mode de vie, notre amour de la liberté, et qu'il est une menace mortelle pour notre civilisation.

On a le droit de dire merde aux écolos, de demander qu'on éradique les éoliennes qui détruisent la beauté de nos paysages, de manger ce qu'on veut, d'acheter chez qui on veut, de faire brûler son bois dans son jardin, de prendre sa voiture pour aller où on veut, quand on veut, sans se faire racketter par des taxes autoroutières ou sur le litre d'essence.

On a le droit de ne plus donner d'argent aux fainéants qui ne veulent pas bosser, ou aux clandestins qui n'ont rien à faire en France, et de réserver ces mannes financières aux vrais Français, aux entrepreneurs, ou aux salariés qui ne trouvent pas d'emploi, mais qui sont volontaires pour travailler, à nos agriculteurs, à nos familles pour favoriser une politique nataliste. On a bien sûr le droit de ne plus donner un kopek aux associations liberticides.

On a le droit d'avoir des armes chez soi, et le devoir de défendre sa famille et ses proches, en cas d'attaque, même si pour cela il faut tuer l'agresseur. On a le droit d'estimer que des salopards irrécupérables, psychopathes, méritent la mort, et de les exécuter, pour qu'ils ne nuisent plus à la société, et ne représentent plus un risque.

On a le droit, quand on est enseignant, de mettre une gifle à une élève qui cherche ses limites, on a le droit, quand on est

parent, de punir son gosse, on a le droit, quand on est éducateur sportif, de mettre un coup de pied au cul à des jeunes qui n'obéissent pas, on a le devoir de montrer aux gamins que ce sont les adultes qui commandent.

On a bien sûr le droit de trouver un bon équilibre entre une gouvernance efficace, et le besoin, par des référendums réguliers, de demander l'avis du peuple. On a le droit d'avoir une information équilibrée, et de ne pas subir la dictature médiatique des propagandistes de la pensée unique.

On a le droit à toutes ces libertés, à partir du moment où on respecte l'autre, et qu'on ne fait pas passer ses droits individuels et ses particularités avant l'intérêt général.

Ces libertés, en 1970, personne ne les contestait, ce sont les gauchistes post-soixante-huitards, qui glapissaient deux ans plus tôt qu'il est interdit d'interdire, qui nous les ont supprimées, les unes après les autres.

On a le devoir d'expliquer que pour retrouver notre liberté, notre France et son mode de vie, il faudra tout nettoyer, de la cave au grenier, et mettre en place un état d'exception, qui justement se donne les moyens, par des pratiques autoritaires, sans contre-pouvoir, de mettre en place la politique à laquelle aspirent les Français, dans leur grande majorité. C'est ce qu'expliquait notre ami le major Alain Bonte, dans son livre « L'espérance, notre rêve pour la France ».

Au cours d'une émission de télévision, un ancien sous-officier de l'armée française pose une question au président de la République en exercice, présent sur le plateau. La question se transforme, par la verve et la conviction du soldat, en une critique sévère de la politique menée en France. Cette action déclenche une prise de conscience du peuple, actionne les réseaux sociaux ce qui mène à des grèves puis à la chute du gouvernement.

Le soldat devient chef d'un gouvernement provisoire puis président de la République. Avec le soutien de tout son peuple, la France retrouve sa grandeur, les Français leur unité, le pays la confiance en l'efficacité et l'intégrité de ses dirigeants.

L'énergique Président bouscule les habitudes et annihile les privilèges. Il combat les injustices, licencie les incapables, terrasses les traîtres, châtie les corrompus.

La lutte sans concession contre le terrorisme sur notre sol et à l'étranger nous offre un autre aspect de « L'Espérance, notre rêve pour la France »

Au prix de beaucoup « de sang, de sueur et de larmes », les forces de l'ordre et en particulier des unités spéciales mieux équipées, mieux renseignées, mieux commandées par des chefs triés sur le volet terrassent l'ennemi partout là où il se terre.

La France, dès lors, en sécurité, apaisée, retrouve sa cohésion et pose les bases d'un renouveau.

Sous-officier d'Infanterie du grade de major, l'auteur est titulaire de la médaille militaire, chevalier de l'O.N.M. et de la croix du combattant. Il est sexagénaire et a quarante-cinq ans de services. Formé dès le début de sa carrière au combat, par un jeune lieutenant qui dirigera l'armée de terre lorsqu'il deviendra général d'armée, il la terminera comme administratif.

Passionné par son métier, en connaissant tous les arcanes. Il a vécu la conscription, l'armée de métier et les douloureuses réductions d'effectifs. Il a une admiration pour le sens de l'État du général de Gaulle et une fascination pour le Maréchal Philippe Leclerc pour sa manière de mener ses hommes aux combats de Koufra à l'Indochine. Conscient que l'armée qu'il a vécue, n'est plus celle que vivent ses trois enfants, soldats et sous-officiers eux aussi. Pourtant il reste confiant dans l'avenir de la France éternelle dans laquelle il place toute son « espérance ».

Prix : 21 €
ISBN : 978-2-312-05799-6



C'est la seule méthode possible pour que la France redevienne la France, ce pays que le monde entier assimilait à la liberté, et qui, à présent, est devenue la pire tyrannie du monde occidental.